




AVRIL


REVUE DE L'ANNÉE





GUINÉE-BISSAU: Des milliers de personnes ont protesté contre l'impasse politique qui a conduit à l'effondrement des services publics.




BRÉSIL: Des millions de travailleurs ont participé à des manifestations ou sont restés chez eux dans le cadre d'une grève d'une journée contre la corruption et ont proposé des modifications aux lois sur le travail et les pensions.



CAMEROUN: Après 93 jours, l'accès à Internet a finalement été rétabli dans les régions anglophones du Cameroun, mais la marginalisation des voix anglophones a continué.



TURQUIE: Dans un climat politique répressif où de nombreuses voix dissidentes ont été emprisonnées, le président Erdoğan a obtenu des pouvoirs considérablement accrus lors d'un référendum serré.



ARMÉNIE: Les élections ont été entachées d'allégations de fraude, notamment d'achat de votes et d'utilisation abusive des ressources de l'État pour soutenir les candidats du parti au pouvoir.

Un blocus d'Internet de quatre mois dans les régions anglophones du Cameroun a pris fin en avril, au grand soulagement de personnes qui avaient été coupées du monde extérieur, bien que d'importantes restrictions aux libertés fondamentales subsistent toujours. Pendant ce temps, les médias mongols se sont unis pour lutter contre les **changements juridiques** proposés qui permettraient plus facilement aux autorités de leur imposer des amendes. Le 27 avril, plus d'une douzaine de chaînes de télévision ont affiché un écran noir et au moins sept journaux ont imprimé en noir leurs premières pages pour attirer l'attention sur l'effet néfaste que ces changements auraient sur la liberté d'expression. On a découvert des motifs croissants de préoccupation concernant l'espace civique en Mongolie avant les élections de juin, élections qui ont été marquées par des allégations de corruption.

Les prochaines élections ont également provoqué une contestation grandissante dans l'espace civique et des protestations parallèles au Sénégal, où des milliers de personnes **ont protesté** dans la capitale Dakar contre la répression faite en l'encontre de l'opposition politique. La manifestation était organisée par le mouvement des jeunes Y'en a marre, qui a joué un rôle clé dans la mobilisation des électeurs pour évincer l'ancien président Abdoulaye Wade lorsqu'il a brigué un troisième mandat controversé en 2012. La crainte de voir les voix de l'opposition réduites au silence avant les élections de juillet fut la source de ces protestations. C'était aussi une crainte bien réelle en Turquie, où sous un état d'urgence et avec des milliers de voix dissidentes réduites au silence du fait des emprisonnements et du strict contrôle exercé sur les médias, un **référendum** d'avril remporté de justesse a conféré des pouvoirs considérablement élargis au président Recep Tayyip Erdoğan. **Les élections en Arménie** ont également été entachées d'accusations de corruption et de violence contre les journalistes.

Comme au Sénégal, le mois a vu plusieurs mobilisations menées par des jeunes, avec souvent la violence de l'État en guise de réponse. La continuation de **l'impasse politique en Guinée-Bissau** a conduit les jeunes dans la rue pour exiger le changement, en avril et tout au long de l'année. Au Niger, où

environ 23 000 étudiants ont protesté pour de meilleures conditions de vie dans la capitale, Niamey, la police a riposté avec des gaz lacrymogènes et des passages à tabac, et un manifestant, Malah Bagalé, a été tué. Les badauds ont rapporté qu'il avait été touché par une bombe lacrymogène. Des milliers de personnes ont défilé à ses funérailles, et l'indignation du public s'est encore trouvée attisée par la circulation de vidéos de passages à tabac de la police, conduisant à l'arrestation de trois officiers de police. Et pourtant, le **mois suivant**, une manifestation anticorruption annoncée organisée par une coalition d'Organisations de la Société Civile (OSC) a été interdite et deux activistes éminents ont été arrêtés pour avoir dénoncé l'interdiction.

Plus d'une dizaine de jeunes militants **ont été arrêté** lors d'une manifestation à Kinshasa, capitale de la République démocratique du Congo (RDC). Ils protestaient contre le manque de propreté de leur ville et appelaient les autorités locales et les citoyens à faire plus pour la nettoyer, mais il semble qu'ils avaient été ciblés pour avoir porté des t-shirts LUCHA (Lutte pour le changement). LUCHA est un mouvement de jeunes qui s'est retrouvé en désaccord avec le gouvernement pour avoir fait campagne pour que le président Joseph Kabila accepte la limite constitutionnelle de deux mandats présidentiels ; plus tard dans l'année, quatre militants de LUCHA **ont été détenus** pendant plus de 75 jours. À Nouakchott, la capitale de la Mauritanie, la police a également dispersé une **marche** organisée par une centaine de jeunes militants peu après qu'elle ait commencé. La police a tabassé les participants de la Marche Pacifique de la Jeunesse Mauritanienne avec des matraques et a arrêté et détenu 10 d'entre eux. Parmi les personnes attaquées figuraient des membres du mouvement de jeunesse Je m'engage, mouvement qui milite pour un changement social.

Bien que certaines personnes aient été dissuadées par une forte présence policière, les activistes angolais se sont mobilisés dans les villes de Benguela et de Luanda, la capitale, pour marquer la **Journée Nationale de Reconciliation**, journée qui commémore les nombreuses personnes tuées pendant la guerre civile de 1975–2002. Le mois précédent, des centaines de femmes angolaises

ont protesté en faveur de la dépénalisation de l'avortement. Avec un grand nombre de gens au Brésil encore courroucés par l'ampleur de la corruption et les actions irresponsables d'un président non élu, **une grève générale d'une journée** a eu lieu en avril, l'une parmi des nombreuses manifestations tout au long de l'année. L'enlèvement et le mariage forcé d'une femme de 17 ans en Géorgie ont déclenché des **manifestations** dans la capitale, Tbilissi, appelant le gouvernement à mettre fin aux pratiques de mariage précoce et forcé. Une manifestation silencieuse anti-guerre a également eu lieu en Nouvelle-Zélande le jour de la commémoration des forces militaires australiennes et néo-zélandaises (**ANZAC Day**), suscitant un débat sur la question de savoir si cette journée était appropriée pour organiser une manifestation. Pendant ce temps, les organisateurs de la manifestation «**Walking for Her** (Marcher pour Elle)» du Koweït, une marche pacifique de solidarité en faveur des femmes en Arabie Saoudite, ont rapporté avoir subi une campagne incessante de dénigrement de la part de la presse, notamment des médias koweïtiens et saoudiens, ainsi que des menaces téléphoniques et dans les réseaux sociaux. Et après que des personnes déplacées dans un camp de réfugiés au Darfour occidental au Soudan **ont protesté** contre la relocalisation d'un marché, la police a mis le feu aux étals du marché et a fait usage des balles réelles, tuant deux femmes et un enfant.

Dans plusieurs contextes au courant du mois avril, l'action syndicale fut la cible des mesures restrictives. Des membres du Syndicat des travailleurs des champs pétroliers **ont protesté** contre les conditions de travail à Trinité-et-Tobago, mais la compagnie a obtenu une injonction les empêchant de manifester sur leur lieu de travail et des policiers armés ont été envoyés pour les expulser de force. En Argentine, la police a utilisé des gaz lacrymogènes et des matraques pour **expulser** un groupe d'enseignants en grève alors qu'ils tentaient d'installer une école dans une tente à l'extérieur du Congrès. Les enseignants étaient en grève dans le cadre d'un conflit salarial en cours. Suite à une colère généralisée du public à l'égard de la violence, les enseignants ont ensuite été autorisés à manifester à l'extérieur du Congrès. La violence a également été utilisée contre une grève générale ce même mois. Ces

manifestations faisaient partie d'un nombre croissant de manifestations syndicales et sociales en Argentine, rien qu'entre janvier et mars, **984** de ces manifestations ayant été signalées. Pendant ce temps, un **projet de loi** au Burkina Faso visait à empêcher de grands groupes de travailleurs du secteur public de faire grève et de permettre aux agences d'État de recruter des travailleurs briseurs de grève. La société civile a condamné le projet de loi comme violant les libertés d'association et de réunion pacifique.

Le mois d'avril fut un mois préoccupant en ce qui concerne la liberté des médias : le lancement de **l'Indice Mondial de la Liberté de la Presse** Reporters sans frontières 2017 a révélé les pires conditions de liberté de la presse jamais enregistrées. Tandis qu'au lancement de la **Liberté de la Presse** 2017 de la Maison de la Liberté, on a trouvé que les conditions étaient les pires en 13 ans, avec seulement 13% de la population mondiale qu'on estime bénéficier d'une presse libre. Les assassinats des journalistes de renom fut l'un des moyens utilisés en 2017 pour mettre à mal la liberté des médias. **Yameen Rashad**, éminent journaliste et défenseur des droits humains aux Maldives, a été poignardé à mort en avril. Il avait fait campagne pour la recherche d'un responsable dans la disparition d'un autre journaliste et défenseur des droits de l'homme, Ahmed Rilwan, disparu en 2014. Quelques jours après le meurtre de Yameen Rashad, le président des Maldives, Abdulla Yameen, semblait dire que la liberté d'expression ne pouvait être protégée lorsqu'on considère que celle-ci se moque de l'islam. Le **droit à la vie privée** a également connu un recul en Australie en avril, lorsque de nouvelles lois sur la conservation des données sont entrées en vigueur, exigeant des sociétés de télécommunication de conserver les métadonnées jusqu'en 2019 et de les partager avec les agences de sécurité.

Ailleurs, le tableau était encore à nouveau celui de menaces en l'encontre des défenseurs des droits de l'homme, allant du discours qui diabolise à la détention et aux menaces de mort. En Guinée équatoriale, deux activistes, Enrique Asumu et Alfredo Okenve, **ont été arbitrairement détenus** et interrogés par le vice-premier ministre du pays. Ils étaient les principaux

responsables du Centre d'Etudes et d'Initiatives pour le Développement (El Centro de Estudios e Iniciativas para el Desarrollo), une OSC qui promeut les droits de l'homme et la bonne gouvernance, notamment, des ressources naturelles. Une ordonnance a été émise pour que leur organisation suspende ses opérations en 2016.

Dans un discours prononcé en avril, le président Kirgыз de l'époque Almazbek Atambayev a **accusé** les OSC et les défenseurs des droits de l'homme d'utiliser des financements étrangers pour imposer à la population des «valeurs étrangères» et a déclaré qu'il était nécessaire de défendre le pays contre les défenseurs des droits humains. Cela était en ligne avec une tendance à dénigrer la société civile dans les discours politiques. Le mois précédent, il a accusé des journalistes indépendants de chercher à déstabiliser le pays, et plus tard dans l'année, il a **reproché** aux défenseurs des droits de l'homme d'attiser les tensions ethniques.

Pendant ce temps, au Burundi, on a assisté à des scènes à vous faire peur où comme conditions au maintien de la dictature, environ **2.500 membres** des Imbonerakure, milices pro-gouvernementales, ont défilé dans le nord du pays pour exiger que la violence, y compris la violence sexuelle, soit utilisée contre les opposants. Des manifestations similaires ont eu lieu dans d'autres régions du Burundi, et le président du Sénat a également appelé à une action contre les « rebelles ». Depuis avril 2015, la violence est plus qu'une menace au Burundi : les manifestations contre la décision du président Pierre Nkurunziza de briguer un troisième mandat furent violemment réprimées. Selon des rapports 1 200 personnes ont été tuées avec des centaines de cas de disparitions forcées.

Les travailleurs humanitaires ont continué de faire face au danger en Somalie: un **convoi d'aide** d'Emirats arabes unis transportant l'eau vers les zones touchées par la sécheresse a été attaqué par une bombe, tandis que quatre travailleurs humanitaires somaliens ont été enlevés par le groupe terroriste Al Shabab.

Sur une note plus optimiste, Maina Kiai, Rapporteur Spécial des Nations unies sortant, dont le mandat prenait fin au mois d'avril a **lancé** FOAA Online !, une collection accessible d'arguments juridiques prêts à l'emploi basée sur le droit international, pour aider la société civile et la profession juridique à gagner leurs plaidoiries et comprendre les droits de réunion et d'association.

GUINÉE-BISSAU : DES MILLIERS DE MANIFESTANTS PROTESTENT CONTRE UNE IMPASSE POLITIQUE

Les manifestations étaient rares en **Guinée-Bissau**, mais la crise politique a amené les gens à la rue. En 2015, le président José Mário Vaz – communément connu sous le nom de Jomav – a limogé le Premier Ministre, même s'il jouissait d'une majorité parlementaire claire, et a nommé un remplaçant du parti de l'opposition. La décision a été rapidement jugée illégale par la Cour constitutionnelle du pays dans une démonstration inhabituelle d'indépendance judiciaire **saluée** par de nombreux membres de la société civile. Cependant, le résultat fut une impasse politique à long terme : Depuis la crise, le parlement a cessé d'adopter des budgets et des lois, et a même cessé de se réunir. Cela prouvait que les bases du gouvernement commençaient à **s'effondrer**, avec les hôpitaux, les écoles, la police et les tribunaux manquant cruellement de financement et les salaires du secteur public non payés. Ce qui a commencé comme une manœuvre au niveau de l'élite entre des rivaux politiques pour la succession a donc eu un impact direct sur la vie de la population de la Guinée-Bissau, à qui l'on a refusé les services les plus élémentaires.

En réaction, en **mars**, des centaines de personnes se sont rassemblées dans les rues de la capitale, Bissau, pour protester contre la situation et demander la démission du président Jomav, et **des milliers d'autres ont protesté** en

avril, avec des jeunes en premières lignes des protestations. Bien que les manifestations aient été pacifiques, elles ont été accueillies avec une réaction policière sévère, y compris l'utilisation de gaz lacrymogènes. Sept membres du **Movimento dos Cidadãos Conscientes e Inconformados** (Mouvement des citoyens conscients et non conformes), une OSC qui milite pour la démocratie et la primauté du droit, ont été détenus et gardés pendant plusieurs heures, décision condamnée par la **Liga Guineense dos Direitos Humanos** (Ligue guinéenne des droits de l'homme). Des centaines de personnes ont protesté de nouveau en **juillet** et en **octobre**, les organisateurs ont affirmé qu'une forte présence des forces de sécurité avait dissuadé un certain nombre de personnes de participer aux manifestations.

Bien que le président Jomav ait nommé un autre nouveau Premier Ministre, issu du parti au pouvoir, en **novembre 2016**, le parti au pouvoir reste divisé, et le président n'a pas respecté les échéances de la CEDEAO pour former un gouvernement de consensus acceptable au niveau du parlement. La démocratie reste fragile dans un pays qui a déjà connu de multiples coups d'Etat militaires dans lequel aucun président élu n'a servi un mandat complet. Les détenteurs actuels des rênes du pouvoir sont exhortés par la société civile à traiter la démocratie avec plus de respect et à écouter la demande que leur peuple a formulée à travers les protestations pour que les principes démocratiques soient respectés et pour que leur accès aux services essentiels ne soit pas entravé par des chamailleries politiques.

BRÉSIL : LA GRÈVE GÉNÉRALE MONTRE L'AMPLEUR DU MÉCONTENTEMENT

Le **Brésil** a été le théâtre de nombreuses manifestations ces dernières années, suscitées par des révélations de corruption institutionnalisée de grande ampleur qui s'étend sur l'ensemble du spectre politique (*voir janvier*),



Des militants du Mouvement des travailleurs sans-abri protestent contre les compressions budgétaires qui affectent les programmes de logement pour les personnes à plus faible revenu

Source: Getty Images

ainsi que par la colère contre le chômage et les lacunes au niveau des services essentielles de base. En 2017, des nombreuses manifestations furent dirigées contre le gouvernement du président Michel Temer, qui a profité du scandale de corruption pour remplacer Dilma Rousseff à la présidence, puis a usé de son pouvoir et du clientélisme pour **échapper à plusieurs poursuites** pour corruption. Les protestations se sont concentrées sur le rôle du parti au pouvoir dans la corruption, et les politiques néolibérales et d'austérité appliquées par le gouvernement du président Temer.

En avril, on a assisté à une manifestation qui fera date, il s'agissait d'une **grève générale** d'une journée, la première en plus d'une décennie, qui a été organisée par les syndicats brésiliens. La grève a touché **tous** les États du Brésil et a mis le pays en **état d'arrêt partiel**, considérant que des millions de travailleurs ont manifesté ou sont restés chez eux. **Jose Henrique Bortoluci** du Centre de Recherche et de Documentation de l'Histoire Contemporaine du Brésil à la **Fondation Getúlio Vargas** donne le contexte de la grève :

*La grève d'avril, qui a pratiquement paralysé le pays pendant toute une journée, résulte d'une combinaison de deux facteurs. Le premier a été la crise qui a submergé l'administration Temer alors que des preuves ont été produites de l'implication de Temer lui-même, ainsi que de plusieurs ministres et politiciens très proches de lui, dans des grands scandales de corruption. L'autre facteur furent les tentatives du gouvernement d'imposer deux réformes qui auront un grand impact sur les travailleurs : **une nouvelle législation du travail**, signée par le président en juillet, et une **réforme des retraites**, toujours en suspens au Congrès. D'autres mouvements sociaux opposés au gouvernement, ainsi que des mouvements estudiantins, féministes, LGBTI et militants urbains, ont rejoint les manifestations.*

La grève d'une journée a vu de violents affrontements à plusieurs endroits, les forces de sécurité utilisant des **gaz lacrymogènes** contre des barrages routiers érigés par des manifestants. Depuis que le président Temer a pris

ses fonctions, la violence contre les défenseurs des droits humains **a pris de l'ampleur** et un certain nombre de lois ont été proposées pour rendre illégales les manifestations. Cela signifie, continue José Henrique, que la violence des forces de sécurité n'est plus surprenante dans le Brésil d'aujourd'hui :

*Il est habituel dans notre pays que le gouvernement réagisse assez violemment lorsqu'il y a des confrontations avec des manifestants. C'est ce qui s'est passé pendant la **grève d'avril**. De nombreux militants soulignent que depuis 2013, et comme lors de la Coupe du Monde et des Jeux olympiques, les forces de police sont devenues plus efficaces pour réprimer les manifestations et utiliser le maximum de force dont elles disposent, rendant ainsi difficile la matérialisation concrète des grandes manifestations. Cela a notamment été le cas dans les villes où de nombreux mouvements ont eu un impact national ces dernières années, notamment à Rio de Janeiro et à São Paulo.*

Une autre forme de réaction du gouvernement a souvent été de ne pas délibérément tenir compte de l'opinion publique et de renforcer davantage son alliance avec le Congrès et certains secteurs de l'économie et de la presse. Tout au long de l'année 2017, Temer avait les taux d'approbation les plus bas de tous les présidents de l'histoire brésilienne, et certainement l'un des plus bas du monde, ce qui ne l'a pas empêché de rester au pouvoir, sans aucune légitimité.

La grève générale fut l'une parmi tant d'autres au Brésil en 2017 où un nombre important de protestations ont rencontrés la violence à titre de réponse. Plusieurs manifestations ont eu lieu en mars et en avril avant la grève, où l'étudiant protestataire **Edvaldo de Silva** a été tué par une balle en caoutchouc. Des dizaines de milliers de Brésiliens ont continué à **manifeste** en mai et en juin, et beaucoup ont appelé à la démission du président Temer et à la tenue de nouvelles élections. Encore une fois, la police anti-émeute a été déployée et a utilisé des gaz lacrymogènes, des grenades assourdissantes et des balles en caoutchouc pour empêcher les manifestants de se diriger

vers le Congrès. Une autre vague de protestations a été observée en octobre, où une manifestation des mouvements sociaux, des artistes et des partis politiques de Rio de Janeiro a été réprimée par l'utilisation des gaz lacrymogènes et du gaz poivré. Le mois d'octobre a également vu l'occupation du ministère du Plan du Brésil, organisé par le Mouvement des Travailleurs sans Terre, dans un appel à la réforme agraire et une marche populaire organisée par le Mouvement des Travailleurs Sans-Abri demandant le droit au logement. Cependant, une série d'attaques de la police contre des organisations de gauche a laissé penser avec inquiétudes qu'on préparait le terrain pour élargir la portée de la définition du terrorisme pour réprimer les mouvements politiques.

Sur un plan positif, José Henrique voit un nouveau dynamisme qui a amené les jeunes en particulier dans l'activisme, offrant quelque chose sur lequel la société civile brésilienne peut s'appuyer :

En 2017, la société civile brésilienne est devenue de plus en plus dynamique, avec l'émergence de mouvements sociaux prônant le renouveau de la politique, ceux-ci sont particulièrement populaires parmi les plus jeunes, qui se sentent généralement exclus par le système politique tel qu'il est actuellement organisé.

Cependant, alors que la diversité des mouvements qui ont pris part aux manifestations a montré un mécontentement généralisé, Jose Henrique attire l'attention sur une déconnexion entre différents mouvements, ce qui peut nuire à leur impact :

2017 a été une année très contradictoire et inégale en termes de performance de la société civile au Brésil. Les mouvements sociaux n'étaient pas en mesure de soutenir un mouvement national en opposition au gouvernement Temer, que beaucoup considèrent comme illégitime. Le président continue de gouverner le pays, bien qu'il soit arrivé au pouvoir à la suite d'un processus de destitution

très controversé – un coup d'Etat parlementaire, selon une partie de l'opinion publique – et de mettre en œuvre des réformes qui sont presque le contraire du programme gouvernemental choisi aux élections de 2014.

En dépit de son énorme importance, le grand mouvement de la grève d'avril n'a pas pris de l'ampleur tout au long de l'année, du moins pas en tant que mouvement national anti-gouvernemental et anti-néolibéral unifié ... Le scénario actuel se caractérise par une politisation profonde des secteurs de la société, et un manque de connexion, soit par manque de force, soit à cause de désaccords politiques ou stratégiques entre ces mouvements au niveau national.

Avec les élections présidentielles prévues en 2018, d'autres mobilisations de masse sont inévitables. Le défi pour les différents mouvements de protestation brésiliens et d'autres groupes de la société civile sera de renforcer les liens qui offrent une position plus cohérente contre la corruption et la mauvaise gouvernance, et de continuer à offrir aux nouveaux mobilisés des véritables plateformes de participation.

CAMEROUN : LA MISE À L'ARRÊT D'INTERNET RÉVÈLE LE REFUS DE L'ÉTAT D'ÉCOUTER

Avril a vu un petit moment de répit dans les régions anglophones du Sud-Ouest et du Nord-Ouest du Cameroun, lorsque l'accès à Internet a été restauré après une fermeture de 93 jours. La longue période de coupure est intervenue en réponse aux protestations qui ont éclaté en novembre 2016, à propos du sentiment de marginalisation que vivent depuis longtemps les communautés anglophones dans le pays qui est à prédominance francophone.

La coupure géante d'internet au Cameroun fut une négation directe du droit, l'accès à Internet étant reconnu comme un droit humain dans **une résolution de l'ONU** de juin 2016, et a eu un impact profond sur la liberté d'expression et sur l'économie, coûtant **38,8 millions \$ US**. La coupure a frappé particulièrement durement la région car une grande partie de l'industrie technologique du Cameroun est **basée** dans sa région du sud-ouest. La même étude qui a estimé le coût, avec la **Collaboration sur la Politique Internationale des TIC en Afrique de l'Est et du Sud**, a également montré une tendance régionale plus large de restriction d'Internet que le gouvernement camerounais a suivi avec enthousiasme: Au moins 12 gouvernements ont interrompu les services Internet en Afrique sub-saharienne depuis 2015, y compris le Togo en 2017 (*voir août*). Un **rapport publié en 2017 par l'UNESCO** a révélé qu'au niveau mondial, il y avait eu jusqu'à 56 fermetures d'Internet au cours de l'année, ce qui a fait craindre que la restriction de l'internet ne devienne la **nouvelle norme**. Le Cameroun a revendiqué le record peu enviable d'avoir la plus longue fermeture.

Maximilienne Ngo Mbe du **Réseau des Défenseurs des Droits Humains en Afrique Centrale (REDHAC)** décrit une attaque plus large contre la liberté d'expression, et l'impact de ces restrictions sur les OSC:

Les restrictions à la liberté d'expression sont devenues la règle au Cameroun. Les tactiques comprennent la censure, les menaces, les arrestations et détentions arbitraires, l'intimidation, les cambriolages dans les locaux des OSC, les fermetures de médias, les taxes élevées sur les chaînes de télévision privées et les assignations à domicile. Depuis novembre 2016, lorsque la crise a débuté dans le nord-ouest et le sud-ouest du Cameroun, des restrictions supplémentaires ont été imposées, notamment la fermeture, les perturbations et interruptions des communications sortantes pour les OSC des deux régions.

En conséquence, la société civile a été privée de l'accès à l'information, de moyens de diffuser et de partager l'information et de s'organiser efficacement, et de la possibilité de recevoir des rapports leur permettant de poursuivre leurs activités. Cela a entraîné un ralentissement dans l'exécution de leurs activités et des retards dans l'exécution de leurs obligations envers les donateurs. La société civile a été affectée par des discontinuités dans le soutien financier des partenaires en raison des retards.

La société civile, poursuit Maximilienne, a fait ce qu'elle pouvait pour résister à la coupure :

La société civile a mobilisé toutes ses forces et énergies pour exhorter le gouvernement à rétablir la connexion internet. Plusieurs OSC du monde entier, y compris la société civile camerounaise, ont publié plusieurs déclarations condamnant la décision du gouvernement. Le Représentant Spécial du

LA COUPURE
GÉANTE
D'INTERNET AU
CAMEROUN FUT
UNE NÉGATION
DIRECTE DU
DROIT, L'ACCÈS
À INTERNET
ÉTANT RECONNU
COMME UN DROIT
HUMAIN DANS
UNE RÉOLUTION
DE L'ONU DE JUIN
2016, ET A EU UN
IMPACT PROFOND
SUR LA LIBERTÉ
D'EXPRESSION ET
SUR L'ÉCONOMIE



Secrétaire général de l'ONU pour l'Afrique Centrale et Chef du Bureau Régional des Nations unies pour l'Afrique Centrale (UNOCA), François Louncény Fall, a qualifié la décision du gouvernement de « situation déplorable ». Comme résultats de tous ces efforts importants et de nombreuses batailles livrées par les OSC, la connexion Internet a été rétablie trois mois plus tard.

Mais même si l'accès à Internet a été rétabli, la question demeure d'actualité. Les protestations ont continué, tout comme la répression de l'État. Cela incluait les protestations dites « **ville morte** », où la population restait à la maison en signe de protestation tous les lundis et mardis, ce qui a entraîné la paralysie des villes entières. Les leaders de la contestation ont également appelé les entreprises de la région à retenir leurs impôts.

La répression étatique a été dans sa phase la plus meurtrière à l'approche des manifestations prévues pour le 1er octobre, jour commémorant l'union des régions anglophones et francophones du Cameroun. Ce fut en 2017, ce jour-là a vu une déclaration symbolique d'indépendance par les régions anglophones, sous la bannière de la République Fédérale d'**Ambazonie**. Avec un Etat piqué au vif, les protestations ont été réprimées avec des armes mortelles. Les forces militaires ont utilisé des munitions réelles et des gaz lacrymogènes. Au moins **huit morts** en ont résulté, bien que des **rapports crédibles** aient estimé que les forces de sécurité avaient tué au moins 30 personnes dans les manifestations et leurs suites. Dans la période précédant les manifestations d'octobre, le gouvernement a également **introduit** de strictes nouvelles règles sur les rassemblements publics et le mouvement des personnes, a également fermé sa frontière avec le Nigeria – où les victimes des persécutions fuyaient – et perturbé encore une fois de plus les applications de messagerie et les médias sociaux.

Le gouvernement a poursuivi une politique d'arrestation et de détention de ses détracteurs, avec **plus de 100 arrestations** depuis le début des manifestations. Certaines personnes arrêtées ont été détenues pour

terrorisme, infraction punissable de la peine de mort. Des cas de disparitions et de tortures ont été signalés. Le procès de **trois leaders de la protestation** a commencé à Yaoundé, la capitale du Cameroun, en février. Les trois hommes ont été arrêtés en janvier après avoir appelé à des manifestations et, pendant leur détention, ils ont été maintenus en isolement, leur procès a connu de nombreux retards. Deux d'entre eux, Fontem Neba et Felix Agbor-Balla, dirigeants du Consortium de la Société Civile Anglophone du Cameroun, ont fait partie d'un groupe de détenus finalement **libérés** en août. Cependant, le troisième homme, militant et journaliste **Mancho Bibixy**, qui avait organisé en novembre 2016 une manifestation en solo en portant un cercueil, est toujours en détention au moment de la rédaction de ce rapport et serait en mauvaise santé. D'autres sont **restés** en prison.

Les dirigeants religieux ne furent pas à l'abri de poursuites : un certain nombre de **dirigeants chrétiens** qui soutenaient des protestations pacifiques et des dissidents ont été convoqués pour un procès en avril. En novembre, **Aboubakary Siddiki**, chef du principal parti d'opposition du nord du Cameroun et éminent critique du président, a été condamné à 25 ans de prison à la suite d'un procès militaire entaché d'irrégularités. Le même mois, le gouvernement a émis **des mandats d'arrêt** contre 15 dirigeants du parti séparatiste anglophone, le Conseil National du Sud du Cameroun. **Patrice Nganang**, un écrivain camerounais basé aux Etats-Unis, a été arrêté en décembre alors qu'il tentait de quitter le pays et a été détenu pendant trois semaines. Il avait écrit un article **critiquant** le gouvernement. De nombreux journalistes ont été arrêtés et détenus, et les stations de radio **ont fermé leurs portes**. En septembre, 30 journalistes **ont été suspendus** par le Conseil National de la Communication du Cameroun pour «reportage biaisé».

La main lourde de l'Etat a continué à s'acharner sur Ahmed Abba, correspondant de Radio France Internationale, qui a été arrêté en juillet 2015 pour avoir fait des reportages sur les réfugiés et le groupe terroriste Boko Haram. Après un procès caractérisé par de multiples retards, l'absence de témoins clés et la rétention des documents des avocats de la défense,

Ahmed a été condamné en avril par un tribunal militaire pour des infractions liées au terrorisme et condamné à 10 ans de prison. En juillet, l'injustice de son traitement a été mise en lumière par le Comité pour la Protection des Journalistes, qui lui a décerné le **Prix international de la liberté de la presse**.

Alors que le Cameroun a sans aucun doute un problème avec le terrorisme de Boko Haram dans sa région de l'Extrême-Nord, c'est loin de la zone anglophone. Les manifestations n'étaient pas du terrorisme, mais à chaque fois l'État était prêt à faire l'amalgame entre la dissidence légitime et le terrorisme et à utiliser les **lois antiterroristes** pour faire taire ses critiques. Cela ne peut être que parce que la force des protestations et la menace de la succession anglophone ont été perçues comme un danger pour le règne apparemment perpétuel du président Paul Biya, qui après 42 ans au pouvoir, dont 35 en tant que président, est maintenant le leader politique le plus ancien du monde. Maximilienne met en lumière la récente détérioration de la démocratie alors que le président Biya s'accroche au pouvoir :

Il y a dix ans, on a constaté que les pratiques démocratiques étaient en train de prendre racine, étant entendu qu'il s'agissait d'un processus continu. Mais l'expérience a été de courte durée, car en 2013, le président a déclaré la guerre à Boko Haram, qui répand la terreur dans la région de l'Extrême-Nord. Suite à cela, la démocratie a pris un coup dur, sous la forme d'une loi électorale qui ne favorise pas la transparence ni une véritable compétition politique, n'est pas neutre et limite la participation au jeu électoral par l'imposition de coûts exorbitants. En outre, des lois restrictives ont été imposées aux libertés fondamentales. Un état de non-droit a été établi.

L'état du Cameroun reste répressif. Chaque jour, nous assistons à la violation des libertés fondamentales. La domination du pouvoir exécutif sur les branches législative et judiciaire reste constante. La pratique de la démocratie n'a pas vraiment changé ces dernières années, car nous avons eu le même président pendant 35 ans. En plus

de cela, il y a une absence totale d'un vrai parti d'opposition, parce que le gouvernement réprime toute expression ou manifestation par un parti autre que le parti au pouvoir.

Compte tenu des conditions difficiles que la répression impose à la société civile, nous avons demandé à Maximilienne de conclure en identifiant les besoins essentiels en soutien à la société civile :

Nous avons besoin de plusieurs formes de soutien. Nous avons besoin d'un soutien financier à moyen et long terme assorti d'une certaine flexibilité, ainsi que de fonds d'urgence permanents susceptibles de réduire les vulnérabilités des défenseurs à risque. Nous avons besoin d'un soutien technique, comme la fourniture d'équipements sophistiqués de sécurité. Il y a également un besoin de formation continue pour renforcer les capacités de la société civile dans les domaines de la sécurité numérique, de la sécurité physique et de la gestion des données informatisées; la consolidation de la démocratie et de l'état de droit, et la participation au processus électoral et aux questions de bonne gouvernance; le suivi et la communication des droits de l'homme, en particulier dans des contextes de conflit ou de terrorisme; et le plaidoyer dans les forums nationaux, régionaux et internationaux.

TURQUIE : LE RÉFÉRENDUM EST LOIN D'ÊTRE UN JOUR HEUREUX POUR LA DÉMOCRATIE

L'espace civique en **Turquie** est plongé dans une spirale descendante depuis la tentative de coup d'Etat manquée de juillet 2016. Le président Erdoğan a réaffirmé son emprise sur le pouvoir par des arrestations et des licenciements

massifs. Selon le site Web de **Turquie Purge**, au moment de la rédaction de ce rapport, 146 713 personnes – principalement des fonctionnaires, des enseignants et des universitaires – ont été limogées, souvent sur base de preuves peu convaincantes d'être associés aux critiques du régime, tandis que 128 998 personnes ont été arrêtées. Les établissements d'enseignement ont été fermés. Treize membres du parlement du parti démocratique prokurde de l'opposition ont été dépouillés de leur immunité et **détenus** pour terrorisme.

Le 16 avril, le président Erdoğan a renforcé son pouvoir en remportant, de justesse, un référendum sur le changement constitutionnel avec 51 contre 49%. Les changements essentiels ont été l'abolition du poste de Premier Ministre et le passage d'un système parlementaire à un système présidentiel. Les modifications approuvées par le référendum pourraient en apparence être présentées comme des avancées démocratiques, parce que, par exemple, elles permettent au public d'élire directement le président. Mais la réalité est qu'elles sont venues dans un contexte où la capacité d'exprimer une dissidence et de participer à une variété d'arènes politiques – caractéristiques essentielles d'une démocratie qui fonctionne – a été impitoyablement étouffée. Les changements ont eu pour effet de consolider et de centraliser le pouvoir du président Erdoğan, y compris sur le système judiciaire, et lui permettront de rester au pouvoir plus longtemps. Une présidence exécutive a été longtemps l'ambition du président Erdoğan ; Il est difficile de ne pas soupçonner qu'on a profité et manipulé le rejet du public de la tentative de coup d'État ainsi que les craintes compréhensibles du terrorisme pour la matérialiser.

Le référendum ne doit pas être considéré comme une victoire ni un prolongement de la démocratie, mais comme une chose qui s'aligne avec un modèle plus large, vu dans les pays du monde, dans lequel le mécanisme de la démocratie est emprunté et manipulé pour conférer une légitimité au pouvoir. Une fois qu'on a voté, le pouvoir est interprété comme reposant dans le chef du gouvernement, avec peu de consultation supplémentaire



Les manifestants à Istanbul demandent l'annulation du référendum turc

Source: Getty Images

nécessaire. L'étroitesse de la victoire électorale en Turquie n'a pas donné lieu à une reconnaissance apparente de la nécessité de reconsidérer les plans ou de former un plus grand consensus.

Avec le référendum tenu sous un état d'urgence qui **se poursuit** au moment de la rédaction de ce rapport, et avec tant de voix dissidentes emprisonnées ou poussées à l'autocensure, il est difficile de voir comment un vote pourrait vraiment être considéré comme reflétant la volonté populaire. Même avec tout cela jouant en son avantage, le régime au pouvoir s'est employé à fausser le vote en sa faveur. Le président Erdoğan a **dénoncé** les partisans du « non » comme partisans du terrorisme et partisans du coup d'État manqué. Plusieurs militants du « non » ont été arrêtés pour des accusations telles que la propagation de la haine. Et avec de nombreux médias indépendants **fermés** ou en difficultés, et avec la plupart des médias restants appartenant à des **partisans** du gouvernement, il était difficile d'entendre des opinions dissidentes: On a estimé que 90% du temps d'antenne était accordé aux partisans du «oui».

Il n'est donc pas surprenant que les observateurs électoraux de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE) **aient constaté** que le référendum avait un «déséquilibre significatif» en faveur des partisans du «oui», avec des problèmes tels que les intimidations, le rôle des agences de l'Etat dans la campagne et dans une décision tardive d'accepter des bulletins non estampillés. Un membre de la mission d'observation du Conseil de l'Europe a **suggéré** que 2,5 millions de voix, un nombre décisif, auraient pu être manipulées, et a **qualifié** le référendum d'«inéquitable et de non-libre». La décision d'accepter des bulletins non estampillés a conduit à des manifestations qui furent réprimées, avec plusieurs détentions. Refusant de répondre à ces critiques, le régime a célébré sa victoire avec une autre **série d'arrestations**: on rapporte que plus de 1 000 personnes ont été arrêtées dans une offensive coordonnée le 26 avril.

Pourtant, comme le dit **Huseyin Hurmalı** de la **Fondation des Journalistes et Écrivains (JWF)**, alors que le résultat du référendum était prévisible et risquait d'aggraver les conditions de la société civile, on peut encore compter sur l'énergie qui fut celle de la campagne contre la tenue de ce dernier ainsi que sur le caractère serré des résultats du vote qui indiquent qu'il existe encore une résistance démocratique et une demande d'alternatives:

Le référendum constitutionnel a malheureusement été un clou dans le cercueil de la démocratie et de la séparation des pouvoirs, permettant au président Erdoğan de combiner les pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire. Alors que c'était déjà le système de facto en Turquie ces deux dernières années, Erdoğan ayant accaparé de plus en plus d'éléments de l'Etat, la Constitution modifiée le rendra permanent comme système de jure.

LA CAMPAGNE
DU «NON»
PEUT ÊTRE
CONSIDÉRÉE
COMME UNE
EXPRESSION TRÈS
CRÉATIVE DE
LA DISSIDENCE
DÉMOCRATIQUE.
L'ACTIVISME
POLITIQUE
CRÉATIF DES
JEUNES CONTRE
LE RÉFÉRENDUM
MONTRE QUE
LA LIBERTÉ
D'EXPRESSION
SERA DIFFICILE
À ÉRADIQUER
EN TURQUIE À
ÉRADIQUER EN
TURQUIE.



Pourtant, il y a encore de l'espoir, car nous avons vu que même dans une élection injuste et peut-être truquée, la moitié des électeurs se sont opposés à cette proposition et ont empêché à Erdoğan d'obtenir une victoire décisive. La campagne du «non» peut être considérée comme une expression très créative de la dissidence démocratique. L'activisme politique créatif des jeunes contre le référendum montre que la liberté d'expression sera difficile à éradiquer en Turquie.

Sans aucun doute, s'exprimer contre Erdoğan comporte des risques : les partisans du «non» ont été confrontés à la coercition et à une répression prétendument soutenues par le gouvernement. En mars, le principal parti d'opposition, le Parti du Peuple Républicain (CHP), a dévoilé un rapport de 78 points sur les irrégularités et la répression des partisans du «non». Qui plus est, les manifestants ont placardé dans les centres de transport des photos d'artistes et de politiciens emprisonnés. Des vidéos de policiers interrogeant des femmes qui se sont prononcées contre le référendum sont devenues virales sur les réseaux sociaux. Les autorités ont interdit une chanson kurde encourageant le «non» (on pouvait lire en sous-titre de la chanson : «jouer cette chanson en Turquie vous amènera en prison»). Les jeunes femmes portant des masques colorés criant «Non!» Et des étudiants qui battaient des tambours et chantaient des chansons sur la liberté faisaient partie des milliers de manifestants qui ont marché sur Istiklal Street, une artère populaire d'Istanbul, pour faire campagne contre le renforcement des pouvoirs du président Erdoğan. La répression d'Erdoğan contre la dissidence n'est pas nouvelle, mais la créativité des jeunes en particulier donne toujours de l'espoir.

La détermination du régime à réprimer la dissidence place les médias en première ligne : la Turquie Purge a rapporté que 308 journalistes ont été arrêtés et 187 médias ont été fermés depuis la tentative de coup d'Etat. Le projet **Turkey Blocks** a fait le suivi de nombreuses restrictions à la liberté d'internet, notamment le blocage de Wikipedia en avril sur l'**accusation** que

ses auteurs «soutiennent le terrorisme» ainsi que le retrait des communautés LGBTI de Reddit sur les ordres du gouvernement. Même le fait d'utiliser la technologie de cryptage suscitait la suspicion: On rapporte qu'en septembre, **75 000** personnes avaient été arrêtées simplement pour avoir téléchargé une application de messagerie cryptée, tandis que **12 personnes** ont subi le même sort pour avoir participé à un atelier sur la sécurité numérique en juillet. La dissidence est devenue une marque de terrorisme, et des voix dissidentes ont été associées au mouvement Hizmet de Fethullah Gülen résident aux Etats-Unis, ancien allié et récent adversaire du président Erdoğan, accusé par le gouvernement d'être le commanditaire de la tentative de coup d'Etat.

Le ciblage des éducateurs et de leurs institutions est venu avec des accents totalitaires alarmants : il suggérait que le régime visait à contrôler non seulement ce qui pouvait être dit, mais aussi ce que ses citoyens pouvaient apprendre et, finalement, penser. Huseyin explique un peu plus encore comment la dissidence a été supprimée :

Le président Erdoğan et le gouvernement turc mènent une guerre contre la dissidence sous le déguisement d'une guerre contre le terrorisme, en utilisant la tentative de coup d'Etat comme un outil.

La tentative de coup d'Etat a donné au gouvernement le prétexte de déclarer le mouvement Hizmet « organisation terroriste armée » en accusant du putsh Gülen et ses partisans, et d'arrêter quiconque un tant soit peu proche du réseau comme étant « partisan du coup d'Etat » et « membre d'une organisation terroriste armée ». Il s'agit d'une infraction grave dans le droit pénal turc et entraîne de sévères conditions d'emprisonnement. Les décrets pris sous l'état d'urgence échappent au contrôle parlementaire ou judiciaire.

Plus de la moitié des journalistes emprisonnés dans le monde se trouvent en Turquie. La Turquie a le plus grand nombre de journalistes emprisonnés dans le monde ... Les journalistes ont fait l'objet de

diverses accusations, notamment d'espionnage, d'appartenance à une organisation terroriste, de propagande terroriste et de tentative de renversement de l'actuel gouvernement. Les pratiques consistant à faire taire les journalistes en abusant du système répressif de la justice et en élargissant la portée de la définition du terrorisme font partie des violations des droits humains souvent citées dans les rapports sur les droits de l'homme, ainsi que dans les documents des Nations unies, de l'UE et du Conseil de l'Europe et de l'OSCE.

En plus des journalistes et des écrivains emprisonnés, il y a un nombre significatif de ceux pour lesquels des mandats de détention ont été émis et qui ont été forcés de fuir la Turquie par crainte d'un procès non équitable. Ces journalistes et écrivains doivent vivre en exil, subir des difficultés financières, souffrir du harcèlement de leurs familles en Turquie, se voir dénier les services consulaires dans les ambassades et consulats turcs, avoir un statut juridique incertain dans leurs pays respectifs et devoir cacher leur identité dans leur pays d'asile en raison des menaces de mort continues sur les médias sociaux des partisans du président Erdoğan. L'Etat utilise ses ambassades et consulats du monde entier pour harceler les opposants en leur refusant des services réguliers, en annulant leur passeport et en menaçant de révoquer leur citoyenneté s'ils sont accusés d'un crime en Turquie et qu'ils n'y retournent pas après un préavis de trois mois. Certains journalistes et écrivains en prison ou en exil ont perdu tous leurs biens suite à des décisions de saisies provenant des tribunaux non indépendants : la victimisation des journalistes et des écrivains en Turquie touche leurs familles proches et élargies, à l'intérieur et à l'extérieur de la Turquie.

Il reste à peine quelques organisations de médias indépendantes et critiques en Turquie, et leur personnel est constamment menacé d'arrestation, d'actes de violence, de discours de haine, de discrimination, de profilage, de censure et de mort. La saisie et la

fermeture d'organismes de media par le gouvernement signifient non seulement que la liberté des médias est perdue, mais aussi qu'un grand nombre d'employés doivent faire face au chômage. Plus de 30% des journalistes ont perdu leur emploi et se voient refuser le droit d'exercer leur profession dans toutes les autres institutions, en raison de leur inscription sur la liste noire du gouvernement.

En cherchant à consolider le noyau de ses sympathisants socialement conservateur, le régime a également fait de plus en plus de la moralité un champ de bataille politique. En novembre, le président Erdoğan a **accusé** le CHP d'avoir abandonné les valeurs morales après qu'on a révélé qu'il encourageait les candidats LGBTI à se présenter aux élections locales. Cela a été rapidement suivi par les autorités de la capitale, Ankara, imposant une **interdiction indéfinie** de la tenue d'événements publics LGBTI. La marche de la Fierté prévue en juin a également été interdite sans préavis, et lorsque certaines personnes ont tenté de marcher malgré tout, elle a été réprimée avec des gaz lacrymogènes et des balles en caoutchouc avec 25 personnes arrêtées. Sept personnes **ont été arrêtées** après l'interdiction d'une manifestation Trans le mois suivant. Il semble clair qu'une partie du prix à payer pour une survie continue du régime est l'obligation de rendre plus difficile la vie des personnes socialement exclues.

Le régime a cherché à internationaliser sa guerre contre la dissidence : En mai, les forces de sécurité turques **s'en sont violemment pris** à des manifestants devant la résidence américaine de l'ambassadeur de Turquie à Washington DC causant 11 blessés. Proche-allié de la Turquie, le Turkménistan a également continué de **sévir** contre les activités présumées de Hizmet sur son territoire par des arrestations et des détentions. Comme preuve de la sensibilité du régime à une exposition internationale, les travailleurs humanitaires à la frontière entre la Turquie et la Syrie ont été ciblés à plusieurs reprises en 2017. En **mars**, l'État a révoqué la licence du groupe humanitaire américain Mercy Corps qui travaillait avec des réfugiés syriens. Le **mois suivant**, 15 travailleurs d'International Medical Corps, une autre organisation humanitaire basée aux

Etats-Unis travaillant près de la frontière, ont été arrêtés, et en **mai**, quatre travailleurs syriens de l'Église de Dan **ont été expulsés**.

Huseyin Hurmali sait bien comment le régime a porté sa guerre locale contre la dissidence dans l'arène internationale. Le gouvernement a annulé l'enregistrement des OSC accréditées auprès du Conseil Economique et Social des Nations unies (ECOSOC), puis **a soutenu avec succès** que, parce que les OSC n'existaient plus officiellement, leurs accréditations devraient être retirées. Ce faisant, il a cherché à tirer parti de la nature du système international centrée sur l'État pour priver les OSC d'une plate-forme essentielle leur permettant de partager leurs points de vue et de se connecter avec la société civile internationale. L'organisation de Huseyin a subi ce traitement :

Le statut consultatif général de JWF (Journalists and Writers Foundation) auprès de l'ECOSOC a été révoqué le 19 avril lors de la réunion de l'ECOSOC. La motivation du gouvernement turc pour le retrait du statut consultatif de JWF était basée sur le fait que les opérations de JWF ont été stoppées en Turquie par un décret d'urgence après le coup d'État du 22 juillet 2016, en raison de nos associations supposées avec une organisation terroriste fictive. Nous devons souligner que JWF est une organisation non gouvernementale 501 (c) qui a son siège à New York depuis 2014 ... JWF n'a pas été informée par écrit de cette action arbitraire, ni donné une plate-forme pour défendre nos 23 années de dévouement à la paix et la protection des droits de l'homme.

La décision est clairement politiquement motivée et obtenue en raison de la position privilégiée des États membres face aux OSC dans le système ECOSOC ... Les intimidations et les représailles contre les individus et les organisations qui coopèrent avec le système des Nations unies suscitent également de plus en plus d'inquiétudes.

Pour l'avenir, la situation peut sembler sombre, mais il existe une nécessité, suggère Huseyin, de se concentrer sur ce qui devrait et peut être fait, et

comment l'aide internationale peut encore être étendue à la société civile turque :

Tout d'abord, l'état d'urgence doit cesser le plus tôt possible et le gouvernement turc doit arrêter la répression de son peuple et établir les droits fondamentaux des individus.

Alors que la société civile et les médias libres et indépendants en Turquie ont été fortement déstabilisés par la purge en cours, les délégations internationales de la société civile et des médias en visite en Turquie doivent faire preuve de solidarité avec toutes les victimes de l'oppression étatique et être leur porte-parole. Le large éventail de fonctionnaires, de professionnels, de journalistes et d'intellectuels qui ont dû fuir la Turquie après la tentative de coup d'État doit être soutenu dans leur lutte pour trouver la sécurité et la protection juridique. Les journalistes exilés qui ont lancé des initiatives pour dénoncer les violations des droits de l'homme en Turquie ont besoin de l'aide de la société civile internationale pour mener à bien cette tâche à haut risque et coûteuse.

Le reste des voix dissidentes qui ont récemment émergé avec les 49% ou plus d'électeurs ayant participé au referendum ne peut être maintenu en vie que si ces voix se sentent soutenues par la société civile internationale par le biais de campagnes dans les médias sociaux, les médias sociaux étant la plate-forme majeure où des voix alternatives peuvent être entendues. Là où les citoyens turcs sont réduits au silence par la peur, la communauté internationale doit parler pour eux.

ARMÉNIE : LES MÉDIAS ATTAQUÉS POUR AVOIR DÉNONCÉ LA CORRUPTION ÉLECTORALE

Les élections d'avril et de mai en **Arménie** ont permis au parti au pouvoir de conserver le pouvoir, mais ont été entachées d'allégations de fraudes, notamment l'achat de votes et l'utilisation abusive des ressources de l'État pour soutenir les candidats du parti au pouvoir. **Artur Sakunts** de l'**Assemblée des Citoyens d'Helsinki – Bureau de Vanadzor**, décrit des abus électoraux de grande ampleur :

Depuis 2013, les droits de l'homme et la démocratie ont considérablement régressé en Arménie. Le référendum constitutionnel, qui s'est tenu en 2015, et les élections à l'Assemblée Nationale et au Conseil Municipal d'Erevan en 2017, ont été marquées par des fraudes et des violations de procédure.

Lors des élections de l'Assemblée Nationale du 2 avril et celles du Conseil Municipal d'Erevan du 14 mai, des abus généralisés ont été identifiés sous la forme de fausses observations. La Commission Electorale Centrale a accrédité environ 28 000 observateurs provenant de 49 organisations pour observer les élections à l'Assemblée Nationale. L'écrasante majorité de ces observateurs ont agi dans les bureaux de vote en tant que mandataires représentant les intérêts du Parti Républicain au pouvoir ou du Bloc Tsarukyan, arrivé en deuxième position lors des élections.

Pour Artur, les faiblesses observées autour des élections n'étaient pas accidentelles ; elles ont été effectivement permises par les derniers changements en date:

Le Code électoral adopté en mai 2016 a imposé des restrictions importantes aux observateurs et aux représentants des médias. En particulier, le Code donnait aux commissions électorales de circonscription le droit de fixer un nombre maximum d'observateurs et de représentants des médias autorisés dans un bureau de vote. Le Code a imposé aux organisations d'observation des élections de maintenir une disposition concernant les droits de l'homme et la démocratie dans leurs objectifs statutaires pendant au moins un an. Il a imposé une exigence d'accréditation aux médias, ne permettant qu'un nombre limité de représentants. En conséquence, un média peut avoir un maximum de 50 représentants dans tout le pays. Le nouveau code électoral stipule également que les membres de la commission peuvent, par un vote, retirer les observateurs, les représentants des médias et les mandataires d'un bureau de vote.

Il convient de noter que le Code électoral considère les OSC comme les principales entités engagées dans le contrôle civique et en particulier l'observation électorale, mais ne leur donne aucun droit de faire appel contre les actions des commissions électorales ou des résultats électoraux ni de déposer d'autres plaintes.

À la suite des amendements adoptés quelques mois plus tard, le code électoral a également prévu la publication de listes électorales signées, ce que l'opposition et la société civile réclamaient depuis des années. Les citoyens ont eu le droit de déposer une demande d'usurpation d'identité, bien que le Code Pénal ait un article sur les fausses déclarations concernant de telles demandes. Selon le rapport de la Commission Electorale Centrale, une seule personne a déposé une demande d'usurpation d'identité dans le cadre des élections de l'Assemblée Nationale d'avril. Cela peut s'expliquer par l'article du Code Pénal sur les fausses déclarations, bien qu'il soit largement admis que le nombre de cas de votes multiples ou d'usurpations d'identité pendant les élections n'était pas considérable, que les autorités ont

dans la plupart des cas détourné les voix en abusant de ressources administratives et en achetant les voix..

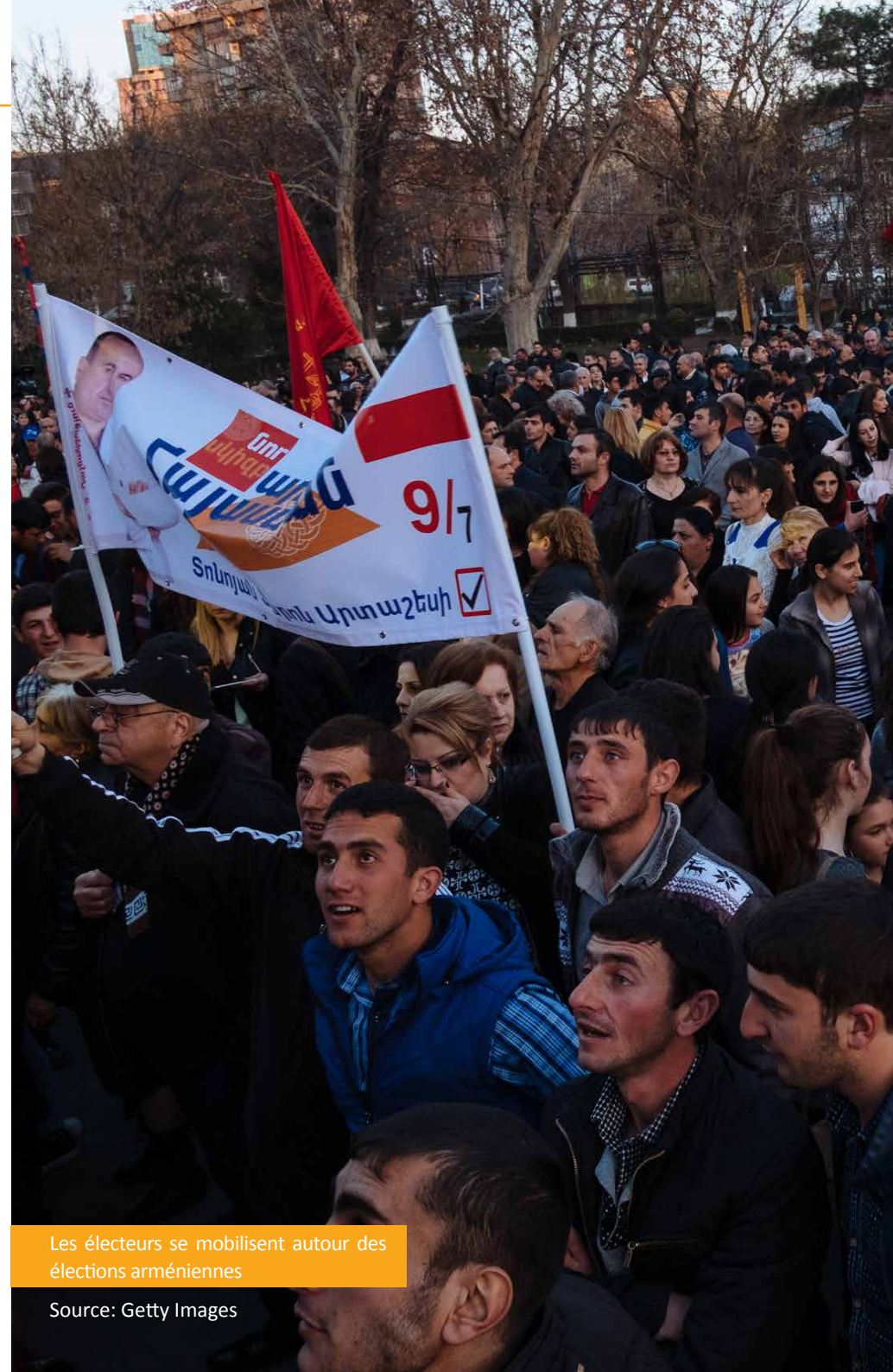
Essayer de dénoncer la corruption, c'était prendre des risques, comme l'ont constaté plusieurs journalistes. Le journaliste **Sisak Gabrielan** a été agressé alors qu'il filmait un cas d'achat de votes dans un bureau de vote lors des élections d'avril et a été menacé en essayant de le faire lors des élections de mai. La journaliste **Anna Zakharyan** a également été agressée alors qu'elle essayait de filmer la distribution de bulletins de vote pré-marqués et de pots-de-vin, et son téléphone a été confisqué. Au total, on **rapporte** qu'une dizaine de journalistes auraient été agressés ou empêchés de travailler lors des élections d'avril.

Artur suggère que les élections faisaient partie d'un schéma dans lequel le pouvoir en Arménie est concentré entre les mains du parti au pouvoir:

À la suite du référendum constitutionnel de 2015, l'Arménie est passée d'une république semi-présidentielle à une république parlementaire, et les changements ont commencé à être mis en œuvre lors des élections de 2017. Le nouveau système parlementaire a renforcé la position dominante du Parti Républicain, et le pouvoir de son chef.

*Un certain nombre de figures de l'opposition ont souffert de la persécution. Toute manifestation d'activisme civique s'est vue confrontée à une violente réaction et à des pressions de la part des organismes chargé de l'application de la loi, et l'espace pour les OSC et les initiatives de la société civile s'est encore réduit. La **guerre de quatre jours** contre l'Azerbaïdjan en avril 2016 a fait de nombreuses victimes et exposé la vulnérabilité du pays aux menaces extérieures. Tous ces processus se sont déroulés dans une atmosphère d'impunité.*

Outre la liberté d'expression, l'accès à l'information reste un sujet controversé, la législation existante sur la liberté de l'information **étant critiquée** pour ses



Les électeurs se mobilisent autour des élections arméniennes

Source: Getty Images

failles, ses limitations excessives et la concentration de l'information entre les mains des officiels.

Selon un **rapport** de l'OSC arménienne, le Comité pour la Protection de la Liberté d'Expression, la période postélectorale a vu une forte augmentation du nombre de violations du droit de recevoir et de diffuser des informations. Un projet de loi, qui a circulé au courant du second semestre 2017, a été critiqué par la société civile et les médias. En considérant que sa rédaction a été menée sans consultation de la société civile, il n'y avait ainsi aucun moyen de faire des recommandations pour améliorer la loi.

En août, l'Association Helsinki en Arménie **a mis en garde** contre les menaces croissantes à l'encontre des défenseurs et avocats des droits de l'homme. Un autre problème non résolu était le manque persistant de redevabilité pour la violence policière en réponse aux manifestations de 2016, alors qu'une quarantaine de manifestants étaient toujours en détention. La société civile a également attiré l'attention sur la **corruption** dans l'utilisation des subventions de l'UE. Pour Artur, l'une des nécessités qu'indiquent ces défis est de mettre à nouveau l'accent sur la séparation des pouvoirs :

Pour améliorer la qualité de la démocratie, une question importante est l'indépendance de la justice par rapport au pouvoir exécutif. Le contrôle du pouvoir judiciaire est le principal outil utilisé par le gouvernement pour renforcer l'impunité, ce qui constitue un obstacle à la protection efficace des citoyens et des groupes de société civile.